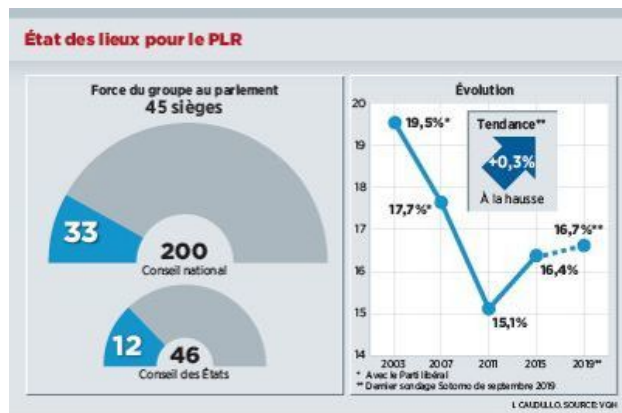


SUISSE

Politique 4/6

article 1 de 11 sur la page 14

Le PLR veut la seconde place du podium fédéral



Le parti de l'économie a la ferme intention de supplanter le PS cet automne. Mais plusieurs défis l'attendent

Lucie Monnat

Le PLR s'est choisi un slogan qui annonce surtout son objectif: «Ensemble, dépassons le PS.» La troisième force politique du pays vise donc la seconde place du podium aux fédérales 2019. «Il faut être ambitieux dans la vie», appuie Christian Lüscher, vice-président du parti. Depuis 2015, la force du PLR au niveau national se situe à 16,4%, et les socialistes à 18,8%. «L'objectif de renforcer notre position à Berne est parfaitement réalisable au vu de notre solide bilan, poursuit le conseiller national genevois. Nous visons en particulier la Suisse alémanique.»

Le PLR représente effectivement la première force politique en Suisse romande et italienne (respectivement 22,5% et 23,3%). En Suisse alémanique, le parti descend à la troisième position (14,2% des voix). Il faudra donc surtout s'attaquer aux cantons ruraux de l'autre côté de la Sarine. Du côté des États, le parti peut compter sur Andrea Caroni, sénateur d'Appenzell Rhodes-Extérieures, dont le nom est connu bien au-delà des frontières de son petit canton. Le parti devra toutefois compenser la perte d'une autre tête de file du PLR, l'ancien président du parti Philipp Müller (AG) tirant sa révérence.

Côté romand, le parti mise sur des valeurs sûres pour maintenir le score. Les locomotives Hugues Hiltbold, Christian Lüscher, Isabelle Moret, Olivier Feller ou encore l'ancien nouveau Philippe Nantermod, passé de jeune premier à figure du parti romand, remplissent pour un tour. La conseillère d'État vaudoise Jacqueline de Quattro, forte de plus de douze ans d'expérience de ministre, représente elle aussi une candidate de poids pour le National.

Le PLR devra cependant affronter deux défis de taille. Premièrement, surmonter l'affaire Maudet à Genève, dont l'écho national n'a guère profité à l'image du parti. «L'affaire Maudet appartient au passé, balaie Christian Lüscher. Nous sommes certains que les électeurs le savent et qu'ils font la part des choses. Punir le PLR dans les urnes irait à l'encontre de l'intérêt du pays.»

Il s'agira également de ne pas se laisser submerger par la vague verte, la prédominance actuelle du thème de l'écologie menaçant de lui ravir des sièges. Christian Lüscher rappelle le virage effectué il y a quelques mois par la direction du parti, après avoir consulté sa base. Le PLR assure désormais mettre la question écologique au centre de ses préoccupations, prônant des mesures incitatives plutôt que punitives pour lutter contre le réchauffement politique. Un changement de cap qui laisse sceptiques les adversaires des libéraux-radicaux, tantôt traités d'opportunistes par la gauche, tantôt de girouettes par la droite. Ces éléments ne feront pas forcément perdre des voix au parti, mais peuvent freiner sa progression engagée en 2015.

Défendre l'économie

Le PLR semble plus à l'aise sur son terrain d'origine. «Nous voulons que le Conseil fédéral adopte une vision globale de l'économie et de la fiscalité, via des mesures concrètes», souligne Christian Lüscher. L'avocat genevois cite en exemple un retour facilité des femmes qualifiées sur le marché du travail après avoir accouché, notamment en passant à un système de taxation individuelle, plus encourageante, ainsi qu'une meilleure déduction des frais de garde – jusqu'à 24 000 francs.

Le PLR appelle également à un assouplissement des règles d'octroi des permis de travail pour les étrangers de deuxième et troisième cercles. «Des étudiants d'Asie, d'Amérique du Sud ou des USA viennent se former chez nous et doivent ensuite rentrer, souligne Christian Lüscher. Il faudrait faire en sorte qu'il soit plus facile pour eux de travailler chez nous. La Suisse récupérerait ainsi mieux son investissement.»

Enfin, les relations avec l'Europe représentent évidemment un enjeu primordial. «Le PLR va se battre pour sauvegarder nos bilatérales, conclut Christian Lüscher. Il ne s'agit pas de vendre

la Suisse à l'Europe, comme le prétend l'UDC, mais de préserver nos intérêts économiques.»

© Tribune de Genève